



# La Tribune du Snup

## « Lombard » y'en a marre...

Ah, il est en forme notre DG en ces moments difficiles que nous traversons : il publie un livre et il donne des leçons de morale sur un plateau TV...

C'est un homme bienveillant auquel nous avons affaire. Il a enfin compris les problèmes rencontrés par la population et par ricochet, les vôtres.

Et OUI, notre DG est sensible à votre pouvoir d'achat, il comprend dorénavant vos fins de mois difficiles et il est prêt à tout mettre en œuvre pour les rendre plus faciles. A la veille d'annoncer des résultats exceptionnels pour la CDC, il est prêt à faire un geste financier pour récompenser les efforts que vous avez accomplis au nom de l'intérêt général.

Enfin, il était temps, notre DG a retrouvé la raison et les valeurs de la maison, il a l'âme sociale enfouie au plus profond de son être...

**Zoom zoom, le réveil sonne, sonne, sonne, « it's a new dream » ou plutôt un cauchemar, dommage.**

Il faut regarder la vérité en face, avec notre DG c'est « fais ce que je dis, ne fais pas ce que je fais » !

Mais il faut dire qu'il est bien aidé par certaines organisations syndicales, qui signent des accords non aboutis, pour ne pas faire ce qu'il dit.

Et oui, grâce à la signature de l'accord sur le télétravail, vous n'avez pas droit à une indemnisation de vos frais depuis votre domicile à leur juste valeur.

Encore heureux qu'un accord a été trouvé dans la Fonction publique pour octroyer 220 € d'indemnités à l'année et contraindre la CDC à l'appliquer. Et oui, dans ce cas d'espèce, il est bien, voire très bien, d'être dans un Etablissement public. Souvenez-vous, dans le précédent accord télétravail, vous bénéficiiez d'un remboursement de 360 €/an (box internet). Et, pour rappel, rien pour les tickets restaurants alors que l'UNSA les réclame à tue-tête... Mais pourquoi a-t-elle signé cet accord en l'état ?

Idem pour l'accord QVT, les signataires se réjouissent d'avoir introduit dans la maison le flex office ou plutôt les bureaux partagés, cela fait moins peur.

Demain, grâce à ces signataires d'accord à tout va, ce sera 30% de surface en moins pour tous les agents et plus une âme qui vive dans les bureaux, un monde nouveau prend racine où l'on n'entendra plus une mouche voler.

Et oui, vous pourrez les remercier quand vous arriverez chaque matin dans votre « cage à lapins » en ayant pris soin de récupérer votre clavier, souris et tasse à café dans votre casier dédié.



Le SNUP ne pense pas que ce soit le souhait majoritaire des agents de l'Etablissement public.

Un nouvelle fois, le SNUP le redit : ces organisations syndicales aident le « patron » à faire des économies sur votre dos.

Cerise sur le gâteau, ce mirobolant accord cadre va voir des agents sans augmentation en 2022, 2023, 2024... adieu les points, la PFT, etc.

Et des taux de PVO qui vont diminuer d'année en année ou l'art de récupérer d'un côté ce que je donne de l'autre !

Décidemment, elles sont vraiment trop fortes les organisations syndicales qui œuvrent en sous marin pour la Direction...

**Avec le SNUP, dites NON à ces organisations syndicales et à ce DG qui vous méprise en soutenant la liste commune CGT/SNUP aux prochaines élections professionnelles.**

**Ensemble, nous serons plus forts et l'on pourra faire bouger les choses.**

**La bataille du pouvoir d'achat se poursuit en 2022 !**

**Le syndicalisme engagé au quotidien !**



# La Tribune du Snup

## Opération Campus : Ivry soit qui mal y pense !

**Certains clament à tous vents qu'Ivry Campus est enterré, mais n'en déplaise à l'UNSA, c'est loin d'être le cas !** Cette opération est « *seulement suspendue* » selon l'expression d'Éric Lombard, lors du CUEP du 15 décembre 2021, lequel « *veut se donner le temps de la réflexion jusqu'à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2022* ».

Certes l'option Montparnasse revient sur le devant de la scène, mais elle est loin d'être validée aujourd'hui.

Il en va de même pour le projet d'extension à Austerlitz avec le déménagement de BPCE annoncé, une opération qui va libérer des surfaces importantes entre les bâtiments A1 et A2.

**Le SNUP** en veut pour preuve les réunions des 9 et 24 février dernier par lesquelles Mr Jahan en charge des opérations immobilières de la CDC n'a cessé de nous expliquer combien sa situation était difficile.

« *Sur Montparnasse nous ne sommes pas seuls à décider* » car il s'agit d'une opération portée à 50% avec Altarea, et avec lequel nous devons donc négocier. En clair, **il ne faut surtout pas leur dire qu'on est intéressé car ils vont faire monter les prix.**

**Le SNUP** pense vraiment que la « négociation » va être difficile car négocier un projet immobilier sans paraître vraiment intéressé alors que l'on doit aboutir d'ici l'été est un exercice hautement aléatoire. Le directeur de l'immobilier ajoutant même « *qu'il y a une incertitude sur la faisabilité du projet.* » Bonjour l'enthousiasme !

Quant à l'extension sur le site d'Austerlitz, alors là, attention les gars, « *C'est JP Morgan qui pilote et l'immeuble BPCE est remis sur le marché à horizon 2025* ».

Là aussi, il va falloir *la jouer finement*, dans le genre... *on n'est pas vraiment intéressé... mais un peu quand-même*, et **le SNUP** entrevoit une puissante négociation toute en finesse menée par notre directeur expert... dans le genre surréaliste.

CDC « J'ai vu un immeuble vide là, peut-être est-il à vendre ? »

JP MORGAN « Pourquoi, vous êtes intéressés ? »

CDC « Non, non, nous construisons à Ivry... mais si cet immeuble est à vendre, ça serait à quel prix ? »

JP MORGAN : « Si, vous êtes intéressés, je vous le fais à 40 briques ? »

CDC « Non, nous ne sommes pas intéressés, pourquoi, dites-vous cela ? Mais si j'étais acheteur sans être intéressé... ? »

JP MORGAN « Je dis 40 briques, sinon rien si vous n'êtes pas intéressés. »

CDC « Vous me donnez l'immeuble si je ne suis pas intéressé par cet immeuble ? »

JP MORGAN « Non je ne vous le vends pas... puisque vous n'êtes pas intéressé. »

La « négociation » risque d'être ardue mais **le SNUP** peut rassurer JP MORGAN ET ALTAREA car le directeur de l'immobilier CDC n'a aucunement l'intention de conclure avec eux. Ce qu'il souhaite tout comme son patron Lombard c'est d'envoyer à Ivry toutes les activités parisiennes dont ils veulent se débarrasser.

Que dire de la mascarade du 24 février dernier durant laquelle **l'on nous a soumis une liste de critères associés à une pondération pour nous permettre de bien choisir entre Ivry, Montparnasse et Austerlitz.**

**Bonjour la gueule des critères !** « *Performance économique globale par m2/ collaborateur* » forcément Ivry c'est moins cher, c'est plus performant.

« *Faisabilité du projet* » forcément Ivry c'est plus facile à faire car on est les seuls sur le projet.

« *Sécurité incendie, sécurité des personnels* » on nous explique que les Immeubles Grandes Hauteurs (comme à Montparnasse) c'est plus contraignant en matière de sécurité, et bien sur ce critère est pondéré à 30%.

En revanche, le critère « *Résilience aux crues* » se voit attribuer une pondération de 10%, comme par hasard, Ivry étant classée en zone à fort risque d'inondation.

Et puis, lorsque **nous nous étonnons de ne pas voir un critère dédié aux bureaux dans lesquels les personnels vont travailler**, la réponse de Mr Jahan est impeccable : « *Ici, ça n'est pas un élément permettant de choisir un site plutôt qu'un autre car il y aura des bureaux sur chacun des trois sites* ». **Et oui la configuration des bureaux, leur surface, leurs équipements n'intéressent pas les agents**, par contre le fait qu'il y ait des salles multi activités, un auditorium, un espace fitness, un potager et des ruches est fondamental.

**Bref, comme tu le constates, cher lecteur, l'abandon d'Ivry Campus n'est pas gagné !**